

## ACTUALITÉS

AFGHANISTAN

## La force internationale cible les trafiquants de drogue

L'initiative regroupant des Américains, des Britanniques et des Australiens est boudée par le Canada



ADRES LATIF REUTERS

Un policier tient un bouquet de pavot près de Kandahar.

MURRAY BREWSTER

Ottawa — Une équipe spéciale hautement spécialisée regroupant des commandos et des enquêteurs d'escouades des stupéfiants américains, britanniques et australiens a été mise en place au terrain d'aviation de Kandahar, en Afghanistan, avec le mandat de dépister et d'éliminer les trafiquants afghans, dont les profits alimentent la rébellion talibane.

De hauts responsables à Ottawa ont indiqué que cette équipe,

dont les commandants américains à Kaboul croient qu'elle jouera un rôle crucial pour renverser la vapeur dans la guerre en Afghanistan, ne comptait aucun membre canadien, une situation jugée choquante par certains observateurs des milieux de la défense.

L'existence de la Force opérationnelle interarmées inter-institutions (FOII), dont les membres doivent s'attaquer aux réseaux de trafiquants associés à l'insurrection, empêcher les expéditions de drogue,

détruire les laboratoires de préparation d'héroïne, de même que trouver et arrêter les protecteurs des trafiquants au sein du gouvernement afghan, a été révélée dans un récent rapport du comité du Sénat des États-Unis sur les relations extérieures.

Le fait que les États-Unis et l'OTAN visent les barons de la drogue est connu, mais Thomas Hammes, spécialiste de la lutte contre les insurgés, affirme que l'équipe, sa composition et ses méthodes sont nouvelles.

«Les gens ont réfléchi aux façons de régler ça et, pour la première fois, nous commençons à obtenir des ressources», a affirmé M. Hammes, colonel des marines américains à la retraite, depuis Washington.

Au moment de la publication du rapport, l'équipe, qui a le feu vert pour capturer ou tuer de présumés trafiquants de drogue, attendait une autorisation officielle de Washington et Londres, mais ses opérations sont déjà coordonnées de façon informelle grâce à ce qui a été

qualifié de bonne volonté des militaires britanniques, américains et australiens.

Dan Dugas, porte-parole du ministre canadien de la Défense, Peter MacKay, a indiqué que la guerre naissante contre les trafiquants de guerre ne figurait pas au nombre des priorités d'Ottawa. Il a ajouté que le Canada préférerait se concentrer sur la formation de l'Armée nationale afghane et des équipes de reconstruction provinciales.

La Presse canadienne

## Le gouvernement Harper additionne les nominations partisans

TIM NAUMETZ

Ottawa — Quelques semaines avant que Stephen Harper eut envoyé au Sénat certains de ses amis les plus proches, son cabinet a autorisé en douce une série de nominations à des organismes fédéraux qui ont également récompensé des fidèles du Parti conservateur du Canada (PCC).

Au moins 20 des 111 postes confiés le 4 août sont allés à des donateurs et des partisans conservateurs, incluant un candidat défait à Vancouver et un important organisateur du parti en Nouvelle-Écosse.

Ces postes valent à leurs détenteurs une indemnité quotidienne pouvant atteindre 450 \$, dans le cas des emplois à temps partiel, ainsi que des salaires allant jusqu'à 118 000 \$ par année, en ce qui a trait aux postes à temps plein.

Parmi les organismes concernés figurent la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR), des commissions de révision du Régime de pensions du Canada (RPC), le conseil arbitral de la Commission d'assurance-emploi, la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC), des administrations de

portuaires ainsi que des conseils d'administration de musées.

Près de 30 % des postes ont été attribués à des personnes qui en étaient à leur première nomination. Les autres annonces concernaient le renouvellement de mandats de trois ans devant arriver à terme en octobre ou novembre.

## 3000 nominations

Cette vague de nominations faisait suite à celle, peu remarquée, ayant eu lieu le mois dernier dans des cours supérieures de partout au pays. Depuis 2006, le gouvernement de M. Harper

a nommé 201 juges au sein des cours supérieures canadiennes.

Ces nominations donnent du poids aux arguments de l'opposition voulant que le premier ministre ait renoncé à respecter ses promesses de transparence et de nominations reposant sur le mérite au sein de la fonction publique et des tribunaux.

Les nominations faites par les conservateurs dans des cours, commissions, tribunaux quasi judiciaires et sociétés de la Couronne sont maintenant estimées à 3000 depuis que M. Harper est devenu premier ministre.

La Presse canadienne

Caucus libéral

## L'économie d'abord

Le parti fourbit ses armes et se tient prêt pour des élections automnales

Va-D'Or — L'économie sera au cœur des discussions du caucus national du Parti libéral du Canada qui s'ouvre aujourd'hui, à Sudbury.

Sans surprise, les députés libéraux discuteront du dossier chaud de l'assurance-emploi, à quelques semaines de la présentation du rapport du comité bipartite libéral-conservateur qui doit avoir lieu d'ici au 28 septembre.

Les investissements effectués pour relancer l'économie et les mesures entreprises pour éliminer le déficit, données qui doivent figurer dans un rapport du gouvernement Harper en septembre, feront partie des sujets abordés.

«On attend des preuves de comment et où l'argent a été investi et combien d'emplois ont été créés», a dit Denis Coderre,

le lieutenant québécois du chef libéral Michael Ignatieff.

Le point sera également fait sur les pertes d'emplois au Canada et les meilleurs moyens pour soutenir l'économie, indique Denis Coderre: «On est en crise économique. La priorité est économique», a-t-il déclaré.

Le député d'Honoré-Mercier, Pablo Rodriguez, affirme que les députés vont aussi discuter de la décision du gouvernement de contester devant la Cour suprême l'ordre de rapatrier Omar Khadr. Il y sera aussi question d'environnement,

car le Canada prend du retard dans la lutte contre les changements climatiques, estime-t-il.

Denis Coderre ajoute que le développement régional, l'avenir des pensions des citoyens et le traitement des «bandits à cravate» qui commettent des crimes économiques seront

aussi à l'ordre du jour à l'occasion du caucus de trois jours.

Il affirme de plus que le parti est sur un pied d'alerte et se prépare pour des élections automnales. Et que même si la décision de déclencher des élections est la prérogative du chef, il indique que le caucus sera l'occasion de faire le point à ce sujet: «On est en structure préélectorale. L'ensemble des régions va démontrer son niveau de préparation.»

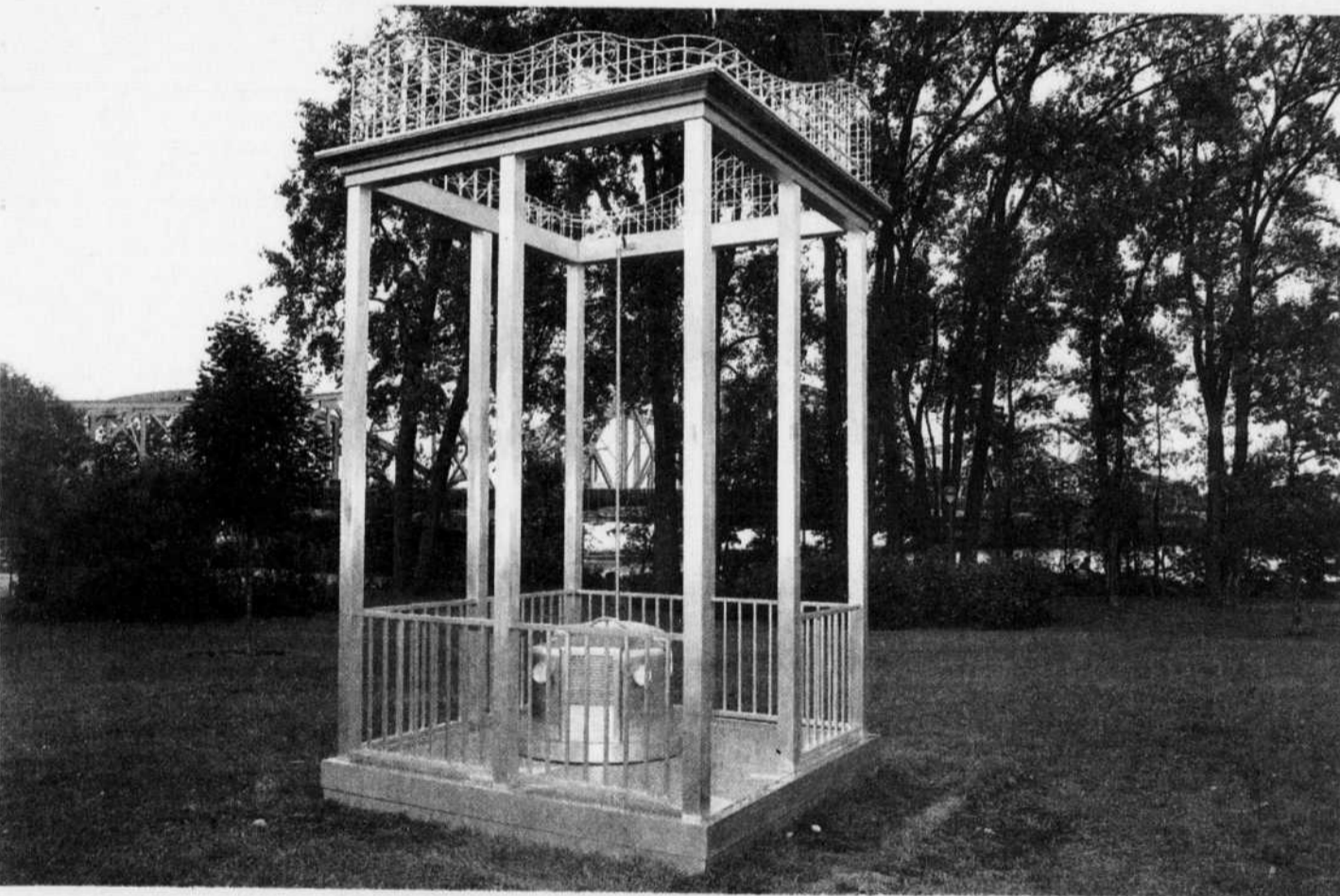
Il ajoute que le parti compte miser sur le Québec au cours de la prochaine campagne, estimant que les Québécois ne s'identifient pas à Stephen Harper et délaissent le Bloc québécois, ne voulant plus jouer aux «gérants d'estrade».

Une quarantaine de candidats doivent être choisis d'ici à la fête du Travail, et d'autres nominations suivront.

Les députés, à l'instar de leur chef, vont aussi faire rapport sur leurs dossiers et sur ce qu'ils ont vu et entendu en sillonnant le pays cet été pour rencontrer les citoyens.

La Presse canadienne

## DOUCES RÉMINISCENCES AU PARC BELMONT



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

IL RESTE une auto tamponneuse au parc Belmont. Partie prenante de l'œuvre L'Attente, inaugurée hier dans l'ancien parc d'attractions d'Ahuntsic-Cartierville, le petit véhicule de bronze et d'aluminium rappellera aux Montréalais le passé festif de ce lieu qui a accueilli plus de 25 millions de visiteurs entre 1923 et 1983. Des structures d'immeubles remplacent les navettes de la montagne russe qui coiffe la sculpture, soulignant le développement immobilier qui a remplacé le parc. Pour l'artiste Guillaume Lachapelle, «astreinte à la solitude», la petite auto tamponneuse abandonnée évoque le départ des manèges, mais aussi une absence dans le sens plus large. La mairesse de l'arrondissement, Marie-Andrée Beaudoin, tenait à marquer le «patrimoine immatériel» de ce lieu dont ne subsiste que la mémoire de ceux qui l'ont fréquenté, barbe à papa à la main. «Nous veillons à ce que le parc Belmont, ses rives, ses émotions fortes et ses souvenirs en famille ne tombent pas dans l'oubli.»

Système financier et lutte contre la récession

## Flaherty donne le Canada en exemple

Vancouver — Le système financier du Canada, ainsi que la réponse du pays à la récession, devraient servir d'exemple à l'ensemble des pays de la planète.

C'est de moins ce qu'a affirmé hier le ministre des Finances, Jim Flaherty, lors d'un discours prononcé à Vancouver, dans lequel il a fait l'éloge de la réaction d'Ottawa à la crise économique qui a secoué la planète.

Néanmoins, le ministre a reconnu qu'il y avait encore du travail à faire pour s'assurer que le Canada se rétablisse de la récession et pour que le pays évite d'y plonger une nouvelle fois.

Il a souligné que jusqu'à main-

tenant, la réponse du Canada a démontré que le pays «était un leader mondial en ce qui a trait à la régulation du secteur financier».

«Nous mettons de l'avant notre système, pour qu'il serve d'exemple aux autres, mais cela, tout en n'ignorant pas que nous devons apporter certaines améliorations à la maison», peut-on lire sur une copie du discours que M. Flaherty a prononcé lors d'une conférence sur la politique fiscale.

«Tous les pays devraient étudier attentivement leur propre système et faire ce qu'il faut afin de prévenir une nouvelle crise financière. Mais visiblement, le système canadien fonctionne et il fonctionne bien.»

M. Flaherty a également ajouté que les banques canadiennes ne se sont pas effondrées et qu'elles n'ont pas eu besoin d'aide financière, comme cela a été le cas dans de nombreux pays, notamment aux États-Unis. Selon lui, elles ont été capables de croître, malgré la récession.

Plus tôt ce mois-ci, M. Flaherty a estimé que le déficit de l'année financière en cours totaliserait 50,2 milliards \$. Ottawa prévoit afficher un déficit budgétaire au cours des quatre prochaines années.

Mais le ministre des Finances pourrait bientôt se réjouir puisque les résultats du

produit intérieur brut pour le second trimestre devraient être dévoilés aujourd'hui. Les économistes estiment que ces données devraient indiquer une croissance, pour la première fois en 10 mois. Cela signifierait que la récession s'est techniquement terminée en juin.

M. Flaherty a néanmoins indiqué que plusieurs changements étaient encore à venir.

Selon lui, on demandera notamment à la Banque du Canada d'étudier différentes façons d'implanter une politique monétaire afin d'assurer la stabilité financière.

La Presse canadienne

## L'eau potable n'est pas acquise à tous au Canada

ANDY BLATCHFORD

Même si le Canada ne manque pas d'eau douce, plusieurs citoyens du pays ont toujours du mal à s'en procurer de la potable.

C'est le cas de Loyal Mansbridge, qui habite Baie-des-Moutons, un village de pêche de la municipalité de Gros-Mécatina, en Basse-Côte-Nord. Presque tout au long de sa vie, ce pêcheur à la retraite âgé de 80 ans a été forcé de payer sur plusieurs kilomètres pour rapporter des seaux d'eau potable provenant d'un ruisseau. La seule différence, c'est qu'aujourd'hui, il possède un bateau à moteur.

Le maire de Gros-Mécatina, Randy Jones, estime que les conditions de Baie-des-Moutons sont similaires à celles du tiers-monde. Il déplore que les résidents du village ingèrent des quantités dangereuses de la bactérie *E. coli*, qui leur donne des maux d'estomac, parce qu'ils n'ont pas le choix.

«Nous vivons en 2009, dans l'un des pays les plus riches du monde, et dans certaines de ses régions, il n'y a pas d'eau potable», a-t-il dit, ajoutant qu'il avait protesté, il y a 20 ans, contre cet état de fait en apportant à l'Assemblée nationale un seau d'eau sale provenant de Baie-des-Moutons.

Toutefois, ce qui semblait être un rêve est devenu réalité la semaine dernière. Les travaux qui permettront à 60 résidences de Baie-des-Moutons d'avoir accès à de l'eau potable ont débuté la semaine dernière.

Selon M. Mansbridge, les autorités du village comptant 120 habitants ont investi 1,7 million dans ce projet, qui devrait être terminé d'ici à la fin du mois de décembre.

Même si peu de municipalités canadiennes manquent d'eau potable, le *Journal de l'Association médicale canadienne* a révélé, en avril 2008, qu'il y avait eu 1766 avis d'ébullition de l'eau au pays au cours de l'année qui précède, en plus des 93 avertissements dans les communautés autochtones. De plus, selon des estimations, 90 Canadiens meurent chaque année en raison de problèmes de santé liés à l'eau contaminée.

Un expert en eau de l'Université d'Alberta, Steve Hruddy, souligne que les avis d'ébullition d'eau ont été mis en place en cas d'urgence et non comme une règle de vie quotidienne.

Selon lui, les gouvernements devraient en faire plus pour que les petites municipalités aient accès à de l'eau potable.

La Presse canadienne



**FORMULE 1**  
Retour en force  
de Ferrari  
Page B 4

...très particulière. syn. personnel;  
...à quelqu'un, à quelque  
...distinctif, général.  
...Signes particuliers. Un cas par-  
...caractéristique; spécial; spéc-  
...Destiné à une ou quel-  
...iens (et non des co-  
...MACULIN  
...sonne n-  
...et-  
...nes. Des-  
...nihil). SYN.

**CULTURE**  
Une nouvelle édition  
du Multidictionnaire  
Page B 8

# LE MONDE

## Exporter la démocratie



FRANÇOIS BROUSSEAU

Les Occidentaux s'ingénient depuis maintenant huit ans à changer le cours des choses en Afghanistan. Et avant tout, à faire en sorte que ce pays ne soit plus un «foyer du terrorisme international»: telle était l'intention initiale de George Bush, telle est la vraie raison de notre présence là-bas, et telle est la motivation primordiale, sinon exclusive, de Barack Obama, ainsi qu'il l'a lui-même avoué.

Les prétextes suivants — barrer la route aux réactionnaires obscurantistes, reconstruire l'économie, lutter pour les droits des femmes, etc. — sont des justifications apparues plus tard.

Cette foi dans la possibilité d'exporter la démocratie et le progrès, par les armes s'il le faut, remonte à loin. Le colonialisme, dans son infini sentiment de supériorité, était rempli de ce sentiment qu'après tout, on exportait le Bien au profit ultime du colonisé.

Il y a une quinzaine d'années arriva un nouveau concept: le «devoir d'ingérence humanitaire». Une idée du Dr Bernard Kouchner, actuel ministre des Affaires étrangères de France, qui — à l'époque médecin militant et humaniste — inventa la formule pendant la guerre d'ex-Yougoslavie.

Bien intentionné, le concept stipulait que la souveraineté nationale, cela se mérite, et qu'une nouvelle autorité, la «communauté internationale», peut à l'occasion la confisquer au délinquant qui aurait commis des manquements graves à la démocratie, au traitement des minorités, à l'équilibre des armements, ou encore une agression contre un Etat voisin.

Divers exemples tirés de la politique internationale des années 2000 montrent un reflux, voire un naufrage de cette idée parfois généreuse, souvent hypocrite, toujours ambiguë.

Les Etats-Unis sortent affaiblis de l'épreuve irakienne. L'OTAN fait face à un échec historique en Afghanistan — où l'intervention a un effet contraire à celui escompté. La Chine opprime ses minorités, sans conséquences autres que de timides protestations occidentales.

Les Ouïgours en révolte subissent maintenant le retour de bâton pour leur soulèvement de juillet: 200 procès annoncés contre les meneurs «émeutiers», «nationalistes» et «contre-révolutionnaires», qui protestaient contre quoi? Contre la discrimination économique au quotidien, contre la minorisation dans leur propre patrie, contre l'arrogance néo-impériale des Chinois...

Personne — et surtout pas le bon docteur Kouchner — n'aurait aujourd'hui préconiser l'ingérence démocratique et humanitaire pour dire aux dirigeants chinois comment traiter leurs concitoyens des minorités nationales! La seule évocation d'une telle idée — servir aux Chinois la médecine servie naguère aux dirigeants serbes ou irakiens — fait sourire par son caractère totalement irréaliste, déconnecté de la réalité du XXI<sup>e</sup> siècle.

Et lorsque la démocratie est bafouée au Honduras, le «devoir d'ingérence» trouve aussi ses limites. On condamne en principe le coup d'Etat de Tegucigalpa, décrit comme incompatible avec l'ordre international et avec l'évolution démocratique connue par l'Amérique latine depuis quinze ans... et puis? Et puis, au-delà de quelques sanctions symboliques, rien ne se passe. Rien ne se passe, peut-être, parce que rien ne peut se passer. On a tendance à trop attendre des politiciens animés par de belles déclarations de principes. On a tendance à croire que ces beaux principes, clamés haut et fort, font une politique.

La Chine, mais aussi la Russie, le Venezuela, l'Iran, sont la preuve qu'indépendamment du caractère démocratique ou non d'un pays, la souveraineté nationale reste une donnée fondamentale de l'ordre mondial, lequel fonctionne, somme toute, assez peu aux idéaux démocratiques, et toujours autant aux rapports de force. La souveraineté nationale au XXI<sup>e</sup> siècle est bien davantage altérée par la mondialisation économique que par un quelconque discours politique internationaliste.

En janvier 2006, les Palestiniens avaient pris au mot l'exigence d'élections libres et transparentes que leur imposait impérieusement la communauté internationale autorisée, celle qui dit le Bien et le Mal démocratique, qui délivre les chèques et les certificats de bonne conduite. Avec le résultat que l'on sait.

Aux Afghans également on demande la conformité à un rituel, mais ce rituel lorsqu'il est imposé se réduit parfois à un théâtre d'ombres et d'apparences, destiné à donner le change et à justifier l'octroi de subventions et de reconnaissance paternaliste, par ceux qui se considèrent comme les héritiers historiques de la démocratie.

VOIR PAGE B 2: BROUSSEAU



Le nouveau premier ministre japonais, Yukio Hatoyama, est le riche héritier d'une longue dynastie d'hommes politiques souvent comparée aux Kennedy. Il est partisan d'un Japon plus indépendant à l'égard des Etats-Unis et davantage tourné vers l'Asie, sans toutefois remettre en cause l'alliance stratégique avec son allié américain.

## Virage historique au Japon

L'opposition centriste déloge la droite au pouvoir depuis 54 ans

GILLES CAMPION

Tokyo — Les Japonais ont voté massivement hier en faveur de l'opposition centriste qui a promis de mener une politique plus sociale, après 54 ans de règne des conservateurs sur la deuxième économie du monde.

Selon les dernières estimations de la télévision publique NHK, le Parti démocrate du Japon (PDJ) obtiendrait 306 sièges sur les 480 de la Chambre des députés, infligeant une cuisante défaite au Parti libéral-démocrate (PLD-droite), qui ne récolterait que 119 sièges.

Les résultats officiels, en nombre de sièges et en pourcentage, ne seront connus que ce matin, mais le premier ministre Taro Aso a d'ores et déjà reconnu sa défaite, en annonçant son intention de démissionner de la présidence du PLD. «J'assume mes responsabilités et vais démissionner», a-t-il dit.

M. Aso, 68 ans, qui a atteint des records d'impopularité, devrait toutefois rester à la tête du gouvernement jusqu'à l'élection du nouveau premier ministre, Yukio Hatoyama, 62 ans, président du PDJ, par le Parlement d'ici deux semaines.

Déjà majoritaire au Sénat, grâce à l'apport de deux autres partis d'opposition, le PDJ va désormais avoir un contrôle absolu sur le Parlement et la voie libre pour mener son programme ambitieux de réformes.

«Aujourd'hui, le peuple japonais a eu le courage de choisir un changement de gouvernement et je l'en remercie», a déclaré M. Hatoyama, lors d'une conférence de presse.

«Tout commence à partir de maintenant», a-t-il poursuivi. «C'est un changement de la vieille politique vers la nouvelle politique, c'est-à-dire vers un nouveau gouvernement centré sur le peuple [qui] a retrouvé ses droits.»

En votant massivement pour l'opposition, les Japonais

VOIR PAGE B 3: JAPON

■ Lire aussi: Des défis énormes, page B 3

Israël

## Ehoud Olmert est inculpé de corruption devant la justice

LEIGH BALDWIN

Jérusalem — L'ex-premier ministre israélien Ehoud Olmert, un an après sa démission, a été inculpé pour corruption hier, une première dans l'histoire de l'Etat hébreu pour un ancien chef de gouvernement.

«Le procureur général a décidé d'inculper l'ancien premier ministre Ehoud Olmert et sa secrétaire personnelle Shula Zaken», a annoncé le bureau du procureur général Menahem Mazouz. Trois chefs d'inculpation de corruption ont été retenus contre lui.

C'est la première fois qu'un ancien premier ministre est inculpé en Israël, selon la même source. Le dossier d'inculpation, qui compte 61 pages, porte sur des charges de «fraude», «abus de confiance», «enregistrement de faux documents» et «dissimulation de revenus frauduleux».

M. Olmert a réagi en se disant «convaincu d'être en mesure de prouver une fois pour toute son innocence» devant la justice, selon un communiqué diffusé par son porte-parole, Amir Dan.

«Après avoir déposé un premier ministre en exercice, il est évident que [...] le procureur gé-

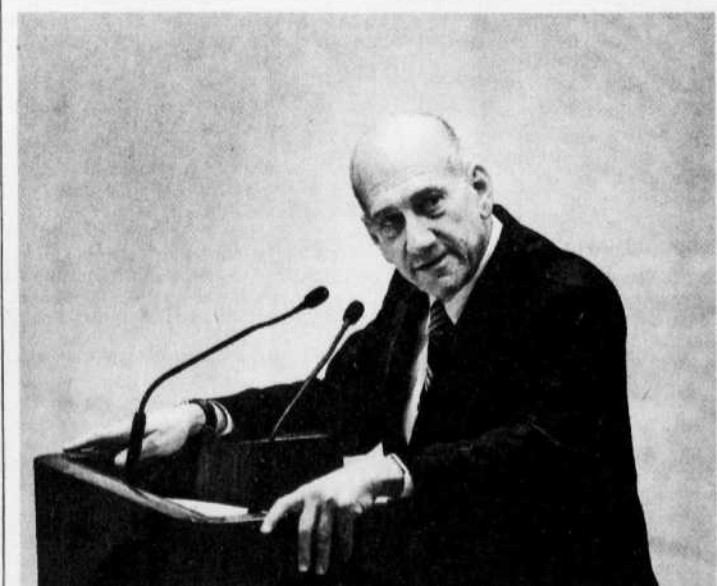
néral n'a pas d'autres choix que d'inculper» M. Olmert, a ajouté le porte-parole. L'ancien premier ministre centriste, 63 ans, qui a toujours clamé son innocence, a démissionné de ses fonctions le 21 septembre 2008, après que la police eut recommandé son inculpation dans le dossier Talansky.

L'un des chefs d'inculpation retenus contre M. Olmert porte sur cette affaire de transferts illégaux de fonds de la part de Morris Talansky, un homme d'affaires juif américain, alors que M. Olmert était maire de Jérusalem entre 1993 et 2003.

La seconde, dite Rishon-tours, porte sur des billets d'avion que M. Olmert se serait fait rembourser plusieurs fois pour lui-même et des membres de sa famille. La troisième affaire pour laquelle M. Olmert devra rendre des comptes concerne des nominations de certains de ses proches à des fonctions au Centre d'investissement, un organisme officiel.

Ces faits se sont déroulés à l'époque où M. Olmert était maire de Jérusalem puis ministre de l'Industrie et du Commerce (2003-2006).

Dans son communiqué, le porte-parole de M. Olmert a relevé que deux affaires concernant son client «avaient débuté avec de grandes manchettes et avaient duré des années pour, en fin de compte, s'achever avec



Ehoud Olmert lors d'un discours en mars. M. Olmert devra défendre sa probité devant les tribunaux israéliens, une première pour un ancien chef de l'Etat hébreu.

VOIR PAGE B 2: OLMERT



Décompte à la chandelle, hier soir à Libreville

## Élection trouble au Gabon

Libreville — Les Gabonais ont voté en masse hier pour élire le successeur du président Omar Bongo, décédé après 41 ans au pouvoir, lors d'un scrutin à un tour émaillé d'un coup de théâtre après l'annonce du désistement d'un favori et de tensions dans la capitale.

Le Parti démocratique gabonais (PDG, au pouvoir), a déclaré que son candidat, Ali Bongo, fils du défunt président Omar Bongo, était le «gagnant» de l'élection, sans toutefois fournir de chiffres officiels. Les résultats ne sont attendus que mercredi.

Si tout était calme en province, la situation était tendue, voire explosive dans des quartiers populaires de Libreville où des milliers de Gabonais ont attendu de pouvoir voter. Une tentative de lynchage d'un homme accusé d'être Ghanéen et de voter à tort a eu lieu à Nkumbo, où des électeurs ont mis en cause la régularité du scrutin. A Kinguelé, des habitants doutaient également de l'honnêteté du scrutin.

Les opérations de vote ont débuté avec retard dans de nombreux bureaux à Libreville et Owendo (périphérie nord-est) à cause de la livraison tardive du matériel électoral et de l'absence d'agents électoraux. De nombreuses files d'attente se sont formées autour de bureaux de vote en raison des retards et de la durée de chaque vote. Plus de 813 000 électeurs étaient appelés à s'exprimer dans 2801 bureaux dans le pays et près de 200 autres à l'étranger.

VOIR PAGE B 2: GABON



... à quelqu'un, à quelque...  
... très particulière. syn. personnel;  
... distinctif. Des traits particuliers. Un cas par-  
... aractéristique; spécial; spéci-  
... Destinée à une ou quel-  
... (et non des ce-  
... MASCULIN  
... sonne  
... nes. Des -

# LE MONDE

## Exporter la démocratie



FRANÇOIS BROUSSEAU

Les Occidentaux s'ingénient depuis maintenant huit ans à changer le cours des choses en Afghanistan. Et avant tout, à faire en sorte que ce pays ne soit plus un «foyer du terrorisme international»: telle était l'intention initiale de George Bush, telle est la vraie raison de notre présence là-bas, et telle est la motivation primordiale, sinon exclusive, de Barack Obama, ainsi qu'il l'a lui-même avoué.

Les prétextes suivants — barrer la route aux réactionnaires obscurantistes, reconstruire l'économie, lutter pour les droits des femmes, etc. — sont des justifications apparues plus tard.

Cette foi dans la possibilité d'exporter la démocratie et le progrès, par les armes s'il le faut, remonte à loin. Le colonialisme, dans son infini sentiment de supériorité, était rempli de ce sentiment qu'après tout, on exportait le Bien au profit ultime du colonisé.

Il y a une quinzaine d'années arriva un nouveau concept: le «devoir d'ingérence humanitaire». Une idée du D<sup>r</sup> Bernard Kouchner, actuel ministre des Affaires étrangères de France, qui — à l'époque médecin militant et humaniste — inventa la formule pendant la guerre d'ex-Yougoslavie.

Bien intentionné, le concept stipulait que la souveraineté nationale, cela se mérite, et qu'une nouvelle autorité, la «communauté internationale», peut à l'occasion la confisquer au délinquant qui aurait commis des manquements graves à la démocratie, au traitement des minorités, à l'équilibre des armements, ou encore une agression contre un État voisin.

Divers exemples tirés de la politique internationale des années 2000 montrent un reflux, voire un naufrage de cette idée parfois généreuse, souvent hypocrite, toujours ambiguë.

Les États-Unis sortent affaiblis de l'épreuve irakienne. L'OTAN fait face à un échec historique en Afghanistan — où l'intervention a un effet contraire à celui escompté. La Chine opprime ses minorités, sans conséquences autres que de timides protestations occidentales.

Les Ouïgours en révolte subissent maintenant le retour de bâton pour leur soulèvement de juillet: 200 procès annoncés contre les meneurs «émeutiers», «nationalistes» et «contre-révolutionnaires», qui protestaient contre quoi? Contre la discrimination économique au quotidien, contre la minorisation dans leur propre patrie, contre l'arrogance néo-impériale des Chinois...

Personne — et surtout pas le bon docteur Kouchner — n'irait aujourd'hui préconiser l'ingérence démocratique et humanitaire pour dire aux dirigeants chinois comment traiter leurs concitoyens des minorités nationales! La seule évocation d'une telle idée — servir aux Chinois la médecine servie naguère aux dirigeants serbes ou irakiens — fait sourire par son caractère totalement irréaliste, déconnecté de la réalité du XXI<sup>e</sup> siècle.

Et lorsque la démocratie est bafouée au Honduras, le «devoir d'ingérence» trouve aussi ses limites. On condamne en principe le coup d'État de Tegucigalpa, décrit comme incompatible avec l'ordre international et avec l'évolution démocratique connue par l'Amérique latine depuis quinze ans... et puis? Et puis, au-delà de quelques sanctions symboliques, rien ne se passe. Rien ne se passe, peut-être, parce que rien ne peut se passer. On a tendance à trop attendre des politiciens animés par de belles déclarations de principes. On a tendance à croire que ces beaux principes, clamés haut et fort, font une politique.

La Chine, mais aussi la Russie, le Venezuela, l'Iran, sont la preuve qu'indépendamment du caractère démocratique ou non d'un pays, la souveraineté nationale reste une donnée fondamentale de l'ordre mondial, lequel fonctionne, somme toute, assez peu aux idéaux démocratiques, et toujours autant aux rapports de force. La souveraineté nationale au XXI<sup>e</sup> siècle est bien davantage altérée par la mondialisation économique que par un quelconque discours politique internationaliste.

En janvier 2006, les Palestiniens avaient pris au mot l'exigence d'élections libres et transparentes que leur imposait impérieusement la communauté internationale autorisée, celle qui dit le Bien et le Mal démocratique, qui délivre les chèques et les certificats de bonne conduite. Avec le résultat que l'on sait.

Aux Afghans également on demande la conformité à un rituel, mais ce rituel lorsqu'il est imposé se réduit parfois à un théâtre d'ombres et d'apparences, destiné à donner le change et à justifier l'octroi de subventions et de reconnaissance paternaliste, par ceux qui se considèrent comme les héritiers historiques de la démocratie.

VOIR PAGE B 2: BROUSSEAU



Le nouveau premier ministre japonais, Yukio Hatoyama, est le riche héritier d'une longue dynastie d'hommes politiques souvent comparée aux Kennedy. Il est partisan d'un Japon plus indépendant à l'égard des États-Unis et davantage tourné vers l'Asie, sans toutefois remettre en cause l'alliance stratégique avec son allié américain.

## Virage historique au Japon

L'opposition centriste déloge la droite au pouvoir depuis 54 ans

GILLES CAMPION

Tokyo — Les Japonais ont voté massivement hier en faveur de l'opposition centriste qui a promis de mener une politique plus sociale, après 54 ans de règne des conservateurs sur la deuxième économie du monde.

Selon les dernières estimations de la télévision publique NHK, le Parti démocrate du Japon (PDJ) obtiendrait 306 sièges sur les 480 de la Chambre des députés, infligeant une cuisante défaite au Parti libéral-démocrate (PLD-droite), qui ne récolterait que 119 sièges.

Les résultats officiels, en nombre de sièges et en pourcentage, ne seront connus que ce matin, mais le premier ministre Taro Aso a d'ores et déjà reconnu sa défaite, en annonçant son intention de démissionner de la présidence du PLD. «J'assume mes responsabilités et vais démissionner», a-t-il dit.

M. Aso, 68 ans, qui a atteint des records d'impopularité, devrait toutefois rester à la tête du gouvernement jusqu'à l'élection du nouveau premier ministre, Yukio Hatoyama, 62 ans, président du PDJ, par le Parlement d'ici deux semaines.

Déjà majoritaire au Sénat, grâce à l'apport de deux autres partis d'opposition, le PDJ va désormais avoir un contrôle absolu sur le Parlement et la voie libre pour mener son programme ambitieux de réformes.

«Aujourd'hui, le peuple japonais a eu le courage de choisir un changement de gouvernement et je l'en remercie», a déclaré M. Hatoyama, lors d'une conférence de presse.

«Tout commence à partir de maintenant», a-t-il poursuivi. «C'est un changement de la vieille politique vers la nouvelle politique, c'est-à-dire vers un nouveau gouvernement centré sur le peuple [qui] a retrouvé ses droits.»

En votant massivement pour l'opposition, les Japonais

VOIR PAGE B 3: JAPON

■ Lire aussi: Des défis énormes, page B 3

### Israël

## Ehoud Olmert est inculpé de corruption devant la justice

LEIGH BALDWIN

Jérusalem — L'ex-premier ministre israélien Ehoud Olmert, un an après sa démission, a été inculpé pour corruption hier, une première dans l'histoire de l'État hébreu pour un ancien chef de gouvernement.

«Le procureur général a décidé d'inculper l'ancien premier ministre Ehoud Olmert et sa secrétaire personnelle Shula Zaken», a annoncé le bureau du procureur général Menahem Mazouz. Trois chefs d'inculpation de corruption ont été retenus contre lui.

C'est la première fois qu'un ancien premier ministre est inculpé en Israël, selon la même source. Le dossier d'inculpation, qui compte 61 pages, porte sur des charges de «fraude», «abus de confiance», «enregistrement de faux documents» et «dissimulation de revenus frauduleux».

M. Olmert a réagi en se disant «convaincu d'être en mesure de prouver une fois pour toute son innocence» devant la justice, selon un communiqué diffusé par son porte-parole, Amir Dan.

«Après avoir déposé un premier ministre en exercice, il est évident que [...] le procureur gé-

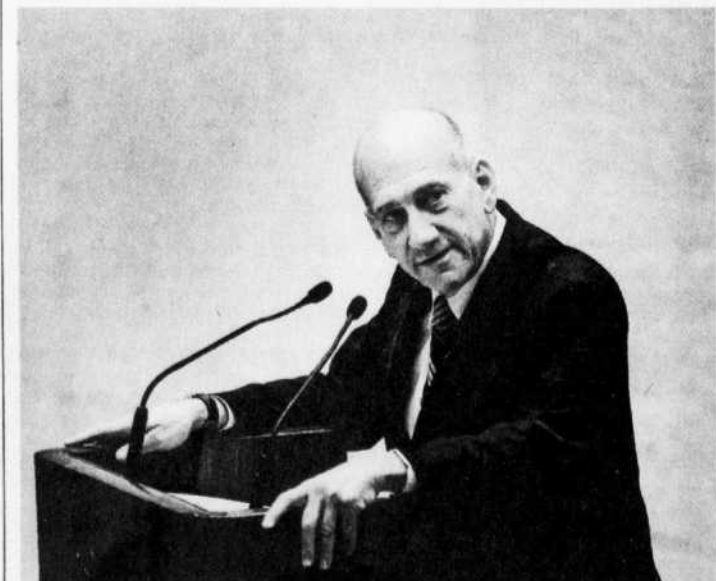
néral n'a pas d'autres choix que d'inculper» M. Olmert, a ajouté le porte-parole. L'ancien premier ministre centriste, 63 ans, qui a toujours clamé son innocence, a démissionné de ses fonctions le 21 septembre 2008, après que la police eut recommandé son inculpation dans le dossier Talansky.

L'un des chefs d'inculpation retenus contre M. Olmert porte sur cette affaire de transferts illégaux de fonds de la part de Morris Talansky, un homme d'affaires juif américain, alors que M. Olmert était maire de Jérusalem entre 1993 et 2003.

La seconde, dite Rishon-tours, porte sur des billets d'avion que M. Olmert se serait fait rembourser plusieurs fois pour lui-même et des membres de sa famille. La troisième affaire pour laquelle M. Olmert devra rendre des comptes concerne des nominations de certains de ses proches à des fonctions au Centre d'investissement, un organisme officiel.

Ces faits se sont déroulés à l'époque où M. Olmert était maire de Jérusalem puis ministre de l'Industrie et du Commerce (2003-2006).

Dans son communiqué, le porte-parole de M. Olmert a relevé que deux affaires concernant son client «avaient débuté avec de grandes manchettes et avaient duré des années pour, en fin de compte, s'achever avec



Ehoud Olmert lors d'un discours en mars. M. Olmert devra défendre sa probité devant les tribunaux israéliens, une première pour un ancien chef de l'État hébreu.

VOIR PAGE B 2: OLMERT



ISSOUF SANOGO AGENCE FRANCE-PRESSE

Décompte à la chandelle, hier soir à Libreville

## Élection trouble au Gabon

Libreville — Les Gabonais ont voté en masse hier pour élire le successeur du président Omar Bongo, décédé après 41 ans au pouvoir, lors d'un scrutin à un tour émaillé d'un coup de théâtre après l'annonce du désistement d'un favori et de tensions dans la capitale.

Le Parti démocratique gabonais (PDG, au pouvoir), a déclaré que son candidat, Ali Bongo, fils du défunt président Omar Bongo, était le «gagnant» de l'élection, sans toutefois fournir de chiffres officiels. Les résultats ne sont attendus que mercredi.

Si tout était calme en province, la situation était tendue, voire explosive dans des quartiers populaires de Libreville où des milliers de Gabonais ont attendu de pouvoir voter. Une tentative de lynchage d'un homme accusé d'être Ghanéen et de voter à tort a eu lieu à Nkumbo, où des électeurs ont mis en cause la régularité du scrutin. A Kinkélé, des habitants doutaient également de l'honnêteté du scrutin.

Les opérations de vote ont débuté avec retard dans de nombreux bureaux à Libreville et Owendo (périphérie nord-est) à cause de la livraison tardive du matériel électoral et de l'absence d'agents électoraux. De nombreuses files d'attente se sont formées autour de bureaux de vote en raison des retards et de la durée de chaque vote. Plus de 813 000 électeurs étaient appelés à s'exprimer dans 2801 bureaux dans le pays et près de 200 autres à l'étranger.

VOIR PAGE B 2: GABON